



DEPARTEMENT DE LA SARTHE
MAIRIE
SAINT MARS LA BRIERE

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL 24 mai 2018

Date de convocation : 17 mai 2018
L'an deux mil dix-huit, le 24 mai, à 20h30 le Conseil Municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Patrice VERNHETTES, Maire

Date de publication : 28 mai 2018
Nombre de conseillers : 19
En exercice : 19
Présents : 14
Votants : 16

Etaient présents : Monsieur Patrice VERNHETTES, Maire
Madame DE MARIA Brigitte, Monsieur JULIEN Joël Madame CHATEAU Françoise, Madame PIQUET Manuella et Monsieur CHESNEAU Jean-Claude, adjoints
Monsieur BIGOT Gérard, Monsieur VERNHETTES Claude, Madame HEINZE Nathalie, Monsieur DUFEU Sébastien, Madame JEGOU Gwennoline, Madame JALIER-POUILLET Roselyne, Madame BOULAY Martine et Monsieur LEPROUST Claude, Conseillers municipaux.

Procurations: M. Dany BOULAY procuration à M. Patrice VERNHETTES
Mme Floriane CHARRETIER procuration à Mme Nathalie HEINZE.

Absents excusés: M. BEAU Rodolphe

Absents: M. LE GOT Jimmy, Mme LE GOT Perrine

Secrétaire: Monsieur LEPROUST Claude

MOTION

Rapporteur : Monsieur le Maire

Motion pour le maintien du service public de l'énergie.

Le conseil municipal, à l'unanimité, adopte la motion suivante qui sera transmise à Monsieur le Préfet, représentant de l'Etat dans le Département, à la commission européenne et aux députés de l'Ouest.

MOTION

Nous, élus de la commune de Saint Mars la Brière, réaffirmons que l'électricité et le gaz naturel sont essentiels à tous les aspects de notre vie : santé, mobilité, éducation, communication, niveau de vie. L'accès à une énergie sûre et abordable est fondamental.

Pour cette raison, nous considérons que l'électricité et le gaz naturel ne sont pas des biens marchands comme les autres et relèvent du service public, dans le respect de l'intérêt général. Les missions de service public ne peuvent se réaliser dans une logique de recherche du profit à court terme.

La réforme des marchés de l'énergie à l'horizon 2030 proposée par la Commission européenne (dite « 4e paquet ») :

- Est en opposition à certains principes essentiels de service public et d'égalité de traitement en vigueur en France. Elle impose, notamment, la fin des tarifs réglementés.

- Est une menace sur l'avenir des entreprises du secteur et sur la sécurité d'approvisionnement de l'énergie qu'elles assurent.

- Est une menace sur le travail et sur les modèles sociaux, avec des situations de dumping social inacceptables.

Par conséquent, nous, élus de la commune de Saint Mars la Brière, défendons un projet de société qui fait sien un vrai service public de l'énergie, garant de la cohésion sociale, de l'égalité de traitement, de la solidarité et de l'optimum économique.

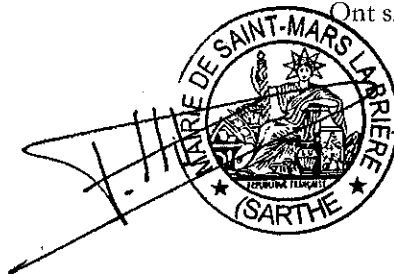
Ce service public de l'énergie doit reposer sur la qualification d'intérêt général de l'électricité et du gaz naturel, et ainsi :

- Assurer la sécurité énergétique de tous en France.
- Assurer l'indépendance énergétique de la France.
- Lutter contre la précarité énergétique.
- Assumer les missions environnementales visant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Fait et délibéré en séance, les jour mois et an susdits,

Ont signé au registre les membres présents.

Pour copie conforme.



Le Maire,
Patrice VERNHETTES